



### Union européenne – Informations générales

- Proposition par le Conseil d'un financement additionnel pour lutter contre les effets de la pandémie de Covid

### Actualité européenne de la protection sociale

#### Santé

- Lancement de la consultation publique sur l'HERA
- Précisions sur le calendrier de mise en œuvre des nouveaux règlements sur les dispositifs médicaux
- Nouveau domaine prioritaire du site Internet de l'OSHA consacré aux TMS

#### Emploi/ Affaires sociales

- L'effet d'un revenu minimum universel sur l'inflation

#### Famille/Jeunesse

- Étude d'impact d'une Garantie européenne pour l'enfance
- Amendements parlementaires sur la proposition de Garantie européenne pour l'enfance

#### Agenda

#### Publications

## ÉDITO : L'heure de l'affirmation pour l'UE ?

L'histoire montre que l'Union européenne a souvent avancé par crises. Conjugée au Brexit, la pandémie de Covid-19 semble créer les conditions pour qu'elle s'affirme davantage, en particulier sur les plans sanitaire et social. La mutualisation d'une partie des dettes publiques, la mise en œuvre du programme SURE de réassurance chômage, l'adoption d'un plan de relance avec des volets sociaux et environnementaux ou encore la commande groupée de vaccins : autant d'initiatives qui témoignent d'une montée en puissance indéniable. L'UE reste cependant critiquée pour ses lenteurs, tant celle de la campagne de vaccination que celle du plan de relance, dont la mise en œuvre n'a toujours pas commencé. Sur ces points, la comparaison avec les États-Unis, notamment, se révèle peu flatteuse.

Pour autant, l'UE semble avoir rapidement pris conscience de ses limites actuelles et elle tend à se positionner désormais avec une plus grande assertivité que par le passé : blocage d'exportations de vaccins en l'absence de réciprocité, lancement du projet Hera pour accélérer la recherche et la production à l'avenir... La comparaison internationale, souvent faite avec les campagnes de vaccination israélienne et britannique, ne doit pas faire oublier que l'UE est largement en avance sur des pays pourtant souvent cités en exemple dans leur gestion de la pandémie, comme le Japon et la Corée du Sud. L'Europe est de surcroît en train de dépasser la capacité de production vaccinale des États-Unis.

« La fin de la naïveté » : tel est le nouveau mot d'ordre à Bruxelles et dans d'autres capitales européennes. Le Brexit avait offert un avant-goût à cette nouvelle posture, l'accord de commerce et de coopération avec le Royaume-Uni ayant été le premier à véritablement placer en son cœur des exigences de concurrence loyale en matière sociale et environnementale, assorties de mécanismes de sanction. D'aucuns estiment d'ailleurs que le départ britannique constitue un facteur propice à l'affirmation d'une Europe sociale.

L'actualité récente montre des signaux en ce sens, de la publication du plan d'action du Socle européen des droits sociaux à l'initiative sur les plateformes numériques de travail, en passant par la Garantie européenne pour l'enfance, dont certains objectifs peuvent être très engageants s'ils sont tenus.

De nouveaux sons commencent à résonner dans l'enceinte européenne, avec des appels à un renforcement des compétences communautaires en matière de santé et même le retour sur scène de la thématique du revenu minimum. Quant à la Commission, elle vient de rappeler à maintes reprises que 88% des citoyens européens considèrent l'Europe sociale importante pour eux personnellement.

Simple bruit du moment ou réelle affirmation ? C'est avec un intérêt certain que l'on écouterait la tonalité du sommet social de Porto le 7 mai.

**55%**  
Européens  
cherchant des  
informations de  
santé en ligne  
(Eurostat)

**de 1 à 7**  
différence du coût  
du travail horaire  
dans l'UE  
(Eurostat)

## **Proposition par le Conseil d'un financement additionnel pour lutter contre les effets de la pandémie de Covid.**

Réuni le 9 avril, le Conseil a proposé un financement complémentaire de 121,5 millions d'euros, via la réserve de solidarité et d'aide d'urgence, pour lutter contre les effets sanitaires immédiats de la pandémie de Covid-19. Sous réserve de l'approbation du Parlement attendue fin avril, cette somme sera déployée pour :

- mettre en œuvre les [certificats verts numériques](#) proposés par la Commission et destinés à faciliter la libre-circulation en établissant qu'une personne est vaccinée, testée négative ou rétablie de la Covid ;
- renforcer les capacités nationales de séquençage des nouveaux variants ;
- développer, évaluer et adapter des tests RT-PCR pour les nouveaux variants ;
- soutenir les activités de surveillance du virus dans les eaux usées ;
- développer la plateforme d'échange des formulaires de localisation des passagers transfrontières (PLF).

*Pour plus d'informations, voir :*

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/04/09/covid-19-council-approves-additional-funding-from-the-eu-budget/>

## Santé

### Lancement de la consultation publique sur l'HERA.

La consultation publique sur la constitution de l'HERA, future autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire, a été lancée par la Commission européenne le 31 mars. Annoncée dans le paquet sur l'Union européenne de la santé de l'automne 2020 et parfois comparée au BARDA américain, la future autorité « permettra de renforcer nos capacités de prévoyance, de préparation, d'anticipation et de réaction » selon la commissaire à la santé. Plusieurs options politiques sur le périmètre et le financement sont présentées pour commentaires. La plus timorée prévoit un simple renforcement de la coopération entre États membres en matière d'analyse prospective et d'identification des menaces quand la plus ambitieuse propose la constitution d'une autorité dotée de ces compétences en propre et chargée de l'attribution rationnelle d'une partie des fonds européens soutenant les contre-mesures médicales. La consultation s'achèvera le 12 mai ; une proposition législative est attendue au troisième trimestre.

*Pour plus d'informations, voir :*

[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_1522](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_1522)

### Précisions sur le calendrier de mise en œuvre des nouveaux règlements sur les dispositifs médicaux.

La Commission européenne a publié une mise à jour de son plan glissant pour la mise en œuvre des Règlements sur les dispositifs médicaux et les dispositifs médicaux in vitro qui entreront en application le 26 mai 2021. Sont notamment prévus :

- plusieurs étapes pour la mise en place de la base de données Eudamed, dont chacun des 6 modules sera mis en ligne dès que disponible, pour un déploiement total prévu en 2022 ;
- plusieurs décisions d'application, attendues courant 2021, relatives à des standards communs harmonisés pour les dispositifs médicaux et développées avec le CEN-CENELEC ;
- un acte d'exécution, début 2022, pour la désignation de laboratoires européens de référence dans le champ des diagnostics in vitro.

La [base de données NANDO](#) indique par ailleurs que la Commission européenne a désigné à ce jour vingt organismes notifiés pour les dispositifs médicaux et quatre pour les dispositifs médicaux in vitro.

*Pour plus d'informations, voir :*

[https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/md\\_sector/docs/md\\_rolling-plan\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/md_sector/docs/md_rolling-plan_en.pdf)

### Nouveau domaine prioritaire du site Internet de l'OSHA consacré aux TMS.

Le site de l'OSHA, l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, propose désormais une section spécifique dédiée aux troubles musculosquelettiques (TMS) chroniques, couvrant leur prévention, leur détection et leur prise en charge. L'Agence rappelle qu'en 2015, 3 travailleurs européens sur 5 déclaraient avoir un TMS. Publications scientifiques, boîtes à outils à destination des employeurs ou employés, matériel pour le lancement de campagnes locales, présentations d'études de cas... la page est d'ores et déjà richement alimentée, y compris par des ressources en

français. Elle inclut également l'[appel à candidatures](#) de l'OSHA pour le prix des bonnes pratiques « Lieux de travail sains 2020-2022 ».

Pour plus d'informations, voir : <https://healthy-workplaces.eu/fr/media-centre/news/time-act-chronic-musculoskeletal-disorders-workplace>

## Emploi/ Affaires sociales

### **L'effet d'un revenu minimum universel sur l'inflation.**

Le 7 avril, le député européen Ivan Vilibor Sinčić (non-inscrit) a posé une question appelant une réponse écrite de la Commission : il a demandé si celle-ci a réalisé une étude sur les effets d'un revenu minimum universel sur l'inflation. Le Commissaire Nicolas Schmit a répondu qu'aucun État membre n'a, à ce jour, mis en œuvre un revenu minimum universel, à l'exception d'expérimentations très ciblées et ponctuelles. Si la Commission suit avec intérêt ce sujet, elle n'a cependant pas effectué d'étude sur les conséquences d'un tel dispositif sur l'inflation.

Pour plus d'informations, voir :

[https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2021-000391\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2021-000391_EN.html)

## Famille/Jeunesse

### **Étude d'impact d'une Garantie européenne pour l'enfance.**

En parallèle de la publication de sa proposition de Recommandation sur la Garantie enfance, la Commission a mis en ligne une étude d'impact, notamment financier, de ce dispositif. Le rapport détaille les politiques mises en œuvre dans les États membres et en donne des éléments variés d'évaluation. On notera en particulier la partie E (page 64 à 96) consacrée à l'accueil de la petite enfance. L'accessibilité aux services, tant financière qu'en termes d'offre de garde disponible, est analysée, tout comme la qualité de l'encadrement (formation, nombre d'enfants par professionnel...) et l'articulation entre le niveau central et le niveau local. Un éclairage utile au regard de l'objectif de droit gratuit à l'accueil pour les enfants dans le besoin, tel que fixé dans le projet de Garantie enfance.

Pour plus d'informations, voir :

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=en&pubId=8382&furtherPubs=yes>

### **Amendements parlementaires sur la proposition de Garantie européenne pour l'enfance.**

La Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen a fait part des projets d'amendements déposés sur la Garantie pour l'enfance telle qu'initialement proposée par la Commission européenne. Les parlementaires souhaitent un texte plus ambitieux, qui prenne en compte davantage la monoparentalité, les situations de handicap, les conséquences de la pandémie de Covid-19 ou encore la question des logements trop petits et indécents. Ils souhaitent également de nouveaux indicateurs de suivi du bien-être et des droits des enfants dans le cadre du Semestre européen, un rapport tous les deux ans par des coordinateurs

nationaux de la mise en œuvre de la Garantie, une prise en compte dans le calcul de la retraite des périodes passées à l'éducation des enfants, etc.

*Pour plus d'informations, voir :* [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/EMPL-AM-691204\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/EMPL-AM-691204_EN.pdf)

## Évènements à venir

### **29 avril 2021, en ligne: *International Congress on the Fight against Child Poverty, Familienkasse.***

La Familienkasse, établissement en charge des prestations familiales en Allemagne, organise une conférence internationale en ligne sur la lutte contre la pauvreté infantile. L'objectif est de faire un point sur l'état de la recherche en la matière et de partager les bonnes pratiques en œuvre dans différents pays, dans le contexte de publication récente du projet de Garantie européenne pour l'enfance. L'événement se tiendra en anglais et permettra l'échange de points de vue de diverses parties prenantes : Commission européenne, caisses nationales chargées de la politique enfance, organisations non gouvernementales, centres de recherche universitaires...

*Pour plus d'informations, voir :*

[https://familienkasse-eu-congress.de/frontend/index.php?folder\\_id=3733&page\\_id=](https://familienkasse-eu-congress.de/frontend/index.php?folder_id=3733&page_id=)

### **10 mai 2021, en ligne: *Mental health and the pandemic : living, caring, acting!*, DG SANTE.**

La Commission européenne organise une conférence de haut niveau sur l'impact de la Covid-19 sur la santé mentale. Après un panel préliminaire permettant la compréhension des enjeux, deux séries de sessions parallèles permettront d'éclairer les problématiques particulières (1) aux enfants, jeunes, parents et professeurs, (2) aux personnes âgées, (3) au personnel soignant, (4) au personnel des maisons de repos et aidants informels, (5) aux personnes ayant eu des difficultés préexistantes en matière de santé mentale et enfin (6) aux systèmes de santé.

*Pour plus d'informations, voir :*

[https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/non\\_communicable\\_diseases/docs/ev\\_20210510\\_ag\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/non_communicable_diseases/docs/ev_20210510_ag_en.pdf)

## **Commission européenne, e-Vouchers for the Most Deprived, février 2021, 75 p.**

La Commission européenne a publié une étude sur le système des bons électroniques pour les plus démunis mis en place dans plusieurs pays de l'UE : la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, la Lituanie. Ces cartes de paiement rechargeables pour l'octroi d'aide alimentaire ou de produits essentiels présentent plusieurs avantages : simplification administrative et logistique, soutien à l'économie locale et moindre stigmatisation des bénéficiaires. Le rapport aborde aussi la question de la faisabilité d'un soutien financier à ce type de dispositif par le biais du Fonds Social Européen Plus.

Pour plus d'informations, voir :

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=fr&pubId=8379&furtherPubs=yes>

## **Eurofound, Covid-19 : implications for employment and working life, mars 2021, 86p.**

Eurofound, la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, a publié une étude sur l'impact de la crise Covid sur l'emploi et la vie professionnelle, alimentée par sa base de données Covid-19 EU PolicyWatch établie il y a un an ainsi que par un sondage sur les tendances du marché de l'emploi.

La Fondation constate que la pandémie n'a pas tant eu un effet sur le taux de chômage que sur le travail effectif ou les heures travaillées par les personnes dans l'emploi. L'étude s'attache également à montrer l'importance variable des mesures prises dans les États membres contre les pertes d'emploi ou de salaire. L'impact du déploiement de l'instrument SURE est jugé positivement pour les 18 pays qui y ont eu recours. L'étude note enfin que les réponses sociales à la crise pandémique ont parfois permis d'étendre la couverture à des groupes autrefois exclus, les indépendants par exemple.

Pour plus d'informations, voir :

[https://www.eurofound.europa.eu/publications/report/2021/covid-19-implications-for-employment-and-working-life?utm\\_campaign=employment-and-labour-markets&utm\\_content=ef20050&utm\\_source=mynewsdesk&utm\\_medium=email](https://www.eurofound.europa.eu/publications/report/2021/covid-19-implications-for-employment-and-working-life?utm_campaign=employment-and-labour-markets&utm_content=ef20050&utm_source=mynewsdesk&utm_medium=email)

La Représentation des Institutions Françaises de sécurité sociale auprès de l'Union européenne (REIF) a été créée en mai 2003 pour représenter les caisses de sécurité sociale française de base auprès de l'Union européenne.

Depuis le 01 avril 2015, elle regroupe toutes les branches du régime général pour les travailleurs salariés et indépendants et le régime agricole : l'assurance maladie (CNAM), la retraite (CNAV), la famille (CNAF), le recouvrement (ACOSS), la mutualité sociale agricole (CCMSA), ainsi que l'École Nationale Supérieure de Sécurité sociale (EN3S), l'Union des Caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS). Le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS) et la Caisse de Retraite du Personnel Navigant Professionnel de l'Aéronautique Civile (CRPNPAC) l'ont également rejoint.

